

LES TEXTES PREPARATOIRES AU CONGRES DU F. L. N.

Dix jours avant le congrès du F.L.N. — qui doit se tenir le 16 avril — « Alger Républicain » et « Le Peuple » publient un ensemble de textes élaborés par la Commission préparatoire du Congrès (une partie en avait déjà été publiée par « El Moujahid » des 28 mars et 4 avril). Ces textes portent, d'une part, sur l'historique de la Révolution algérienne et, d'autre part, sur l'ensemble de ses problèmes actuels : analyse de la société algérienne, l'Etat, le Parti, la période de transition, les tâches économiques de l'édification socialiste, le programme du Parti pour l'amélioration du sort des différentes couches de la population. Figure également, parmi ces textes, le projet de Statuts du Parti.

Il ne saurait être question de donner immédiatement après leur publication et on quelques lignes l'analyse de documents traitant d'un aussi grand nombre de problèmes d'ordre historique, politique, idéologique et économique. Tout au plus peut-on en donner une première appréciation globale et en signaler, de façon très générale et non limitative, quelques lignes de force :

— Critique de la direction de la Révolution algérienne à partir de 1956 portant non seulement sur les aspects idéologiques mais sur les composantes sociales (formation d'un embryon de bureaucratie politique et militaire se rapprochant des éléments bourgeois).

— Analyse particulièrement lucide

de la structure de classe de la société algérienne et les dangers de formation d'une nouvelle couche bureaucratique.

— Affirmation de la politique de classe du pouvoir révolutionnaire s'appuyant sur les ouvriers et les paysans contre les couches exploiteuses, et neutralisant les couches petites bourgeoises (caractère « ininterrompu » de la Révolution qui se transforme en révolution socialiste).

— Lutte contre l'impérialisme, ennemi principal, qui accentue la virulence des couches exploiteuses, par les liens de dépendance financière et économique qui limitent encore la souveraineté algérienne.

— nécessité de détruire l'appareil bureaucratique hérité du colonialisme, et d'édifier un Etat adapté aux tâches de l'édification socialiste.

— Nature de classe du Parti, qui doit s'organiser sur la base des unités de production, et rejet de l'« union nationale ».

Sans doute, les textes réaffirment-ils le caractère islamique de la Révolution algérienne. D'autre part, des ambiguïtés qu'il faudrait analyser subsistent sur le problème de l'Etat : l'appareil étatique, dit le rapport sur l'Etat, est « un frein à la réalisation des objectifs fixés par la Révolution ». Mais, à partir de là, le problème n'est pas posé clairement de bâtir ce pouvoir sur les conseils des travailleurs ; la référence est maintenue à la constitution

actuelle, et les conceptions sur la commune comme « base de l'organisation politique, économique et sociale du pays » ne pourront être jugées qu'à la lumière de la pratique qui sera suivie. Ces réserves faites, on peut dire que les textes préparatoires du congrès du F.L.N. sont des textes marxistes, et qu'ils marquent un progrès gigantesque dans le domaine de la clarification idéologique. Les textes rejoignent sur des problèmes tels que la bureaucratie, les problèmes économiques de l'édification socialiste, le Parti, ce que la pensée marxiste révolutionnaire avait donné de meilleur. Ils ont été visiblement rédigés par des gens qui ont lu et étudié Marx, Lénine et Trotsky et qui se sont aussi inspirés (certaines formulations du document sur la période de transition le prouvent) des thèses de l'opposition de gauche relatives aux problèmes de l'accumulation socialiste.

Que peut-on attendre du Congrès du F.L.N., en fonction, d'une part, des documents préparatoires et, d'autre part, du récent congrès des ouvriers du secteur industriel autogéré ?

C'est devenu un lien commun de dire que le Parti n'existe pas. Les sectaires et les pédants en ont tiré argument pour condamner la Révolution algérienne, se gaussant des difficultés (et des fluctuations dans les conceptions — Parti ou Front — qui n'en étaient que le reflet). Mais pouvait-il en être autrement, et le Parti pouvait-il

surgir tout armé comme Minerve du cerveau de Jupiter, sans que soient créées les conditions objectives préalablement nécessaires ?

Aujourd'hui, on voit les ouvriers des usines autogérées proclamer la nécessité de s'organiser dans le Parti sans attendre qu'on les organise, cependant que les textes préparatoires au Congrès atteignent, sur une série de problèmes fondamentaux, un niveau idéologique peut-être inégalé depuis la Révolution russe (et qui dépasse, en tout cas, même celui de la Révolution yougoslave). Il n'est donc nullement exclu que l'on soit plus près qu'on ne l'avait supposé de la formation d'un véritable parti révolutionnaire, réalisant la fusion du mouvement ouvrier et du socialisme scientifique.

Il sera en tout cas capital de diffuser et d'analyser les textes préparatoires tels qu'ils pourront être modifiés par le Congrès. On en est aujourd'hui arrivé au point où, même si des clarifications demeurent nécessaires sur certains problèmes — et les pas qui restent à faire sont sans doute moins importants que ceux déjà faits — la Révolution algérienne a rejoint pour le développer l'acquis théorique du marxisme révolutionnaire, de telle sorte que l'on peut apprendre auprès d'elle également dans ce domaine.

On pourra lire l'ensemble des thèses dans le n° 63 du 11 avril de « Révolution Africaine » (N.D.L.R.).

S. WEINSTOCK.

AU BRESIL, UN COUP D'ETAT CONTRE-REVOLUTIONNAIRE

DECLARATION DU SECRETARIAT UNIFIÉ DE LA IV^e INTERNATIONALE

Le coup d'Etat qui a détruit le 1^{er} avril le régime du Président Joao Goulart a été réalisé par la caste militaire réactionnaire du Brésil en collusion avec des figures politiques représentant les propriétaires fonciers féodaux, la grande bourgeoisie et les agents indigènes ou les associés de l'impérialisme américain. C'est une partie d'un effort désespéré pour arrêter par la force un peu plus longtemps la révolution qu'une décadence économique profonde et un intense mécontentement social ont mise à l'ordre du jour au Brésil. Le caractère réactionnaire du coup d'Etat est suffisamment prouvé par le soulagement et la joie avec lesquels il fut salué à New York et à Washington, et par la vaste chasse aux sorcières commencée, à la suite du renversement du gouvernement Goulart, sous le mot d'ordre proclamé par Adhemar de Barros, gouverneur réactionnaire de Sao Paulo : « Nous irons à la chasse des communistes. »

Goulart représentait le secteur le plus « éclairé » de la bourgeoisie nationale et de la petite bourgeoisie. Ce secteur reconnaît que l'ordre économique et social désuet du Brésil ne peut être maintenu longtemps contre la marée de l'histoire et que la meilleure solution du point de vue des intérêts de la classe capitaliste brésilienne est de faire des concessions à la masse des ouvriers et paysans qui veulent moderniser leur pays et qui sont devenus de plus en plus conscients que les révolutions russe, chinoise et cubaine sont les modèles de voies réalistes pour atteindre ce but.

BOURGEOIS COMPRADORES ET SEMI-FEODAUX

Mais la bourgeoisie nationale du Brésil est paralysée par ses liens avec les propriétaires terriens à mentalité féodale et les secteurs venaux directement unis au capitalisme américain. Elle est incapable de prendre l'initiative révolutionnaire nécessaire pour briser l'emprise des propriétaires terriens et repousser les im-

périalistes étrangers. Aussi le programme de Goulart se réduit largement à de la démagogie. Et quand il entreprit quelques mesures concrètes, elles n'allèrent pas au-delà de la prise des sept raffineries de pétrole qui sont encore propriétés privées, de l'expropriation de terres non cultivées sur une bande étroite de chaque côté des chemins de fer, des routes nationales et des voies d'eau, et de la promesse d'un contrôle des loyers dans les villes.

Ce n'étaient que de petites concessions face à la pression montante des masses. En fait, les paysans avaient commencé dans les derniers mois à s'emparer de terres dans le nord-est, les chômeurs s'étaient révoltés à Brasilia, et il existait aussi la pression constante des ouvriers pour des augmentations de salaires afin de suivre les prix qui s'élevaient de plus de 80 % au cours de la dernière année. Les mesures de Goulart étaient ridiculement loin de correspondre aux prescriptions conseillées dans le programme de « l'Alliance pour le progrès » aux oligarchies d'Amérique latine comme des réformes minima à entreprendre elles-mêmes dans l'espoir de ne pas être englouties par des révolutions du type cubain.

Mais dans le contexte de la situation de crise économique, sociale et politique du Brésil, même ce faible tournant à gauche annoncé le 17 février et suivi par un gigantesque meeting tenu à Rio de Janeiro le 13 mars, a suffi à servir de catalyseur. Les masses tendaient à prendre les concessions de Goulart destinées à assurer et maintenir sa direction de ces masses, comme le signal d'une ère nouvelle. L'action des masses, une fois commencée, aurait eu tendance par sa propre logique à passer par dessus la tête de Goulart. Ceci fut clairement indiqué par le début de fraternisation entre la base des marins et des fusiliers, et les syndicalistes à Rio de Janeiro, dans la soi-disant « mutinerie » des 25 et 26 mars.

Les réactionnaires brésiliens avaient nettement conscience de ces implications. Les gestes de Goulart en direction d'une réforme agraire provoquèrent la menace du gouverneur Adhemar de Barros d'employer sa police d'état à stopper toute prise de terre par les autorités fédérales. Dans tout le Brésil les gros propriétaires terriens menacèrent de tirer sur les paysans qui pourraient aller de l'avant et s'emparer eux-mêmes de la terre. Dans les forces armées les éléments consciemment fascis-

tes commencèrent une agitation fébrile. Environ 700 officiers supérieurs de la marine, y compris quinze amiraux, se réunirent au Club Naval, le drapeau en berne, pour protester contre l'amnistie donnée aux « mutins de Pâques ». Parmi eux se trouvait Carlos Pena Broto, président de la « Ligue anti-communiste » et l'amiral Silvio Heck, l'un des ministres du cabinet Quadros qui s'opposa à ce que le vice-président Goulart devienne président quand Quadros démissionna en 1961.

ALLIANCE DES REACTIONNAIRES BRESILIENS ET DE WASHINGTON

A la suite d'un signal venu de Washington, les comploteurs passèrent à l'action. Le 31 mars, le gouverneur Magalhães Pinto, du Minas Gerais, se rebella contre le gouvernement fédéral. Dans la capitale de cet état, Belo Horizonte, un porte-parole de l'armée déclara : « Le président Joao Goulart ne gouverne désormais plus. S'il envoie ici un général pour intervenir, ce général sera arrêté à l'aéroport ». Ceci fut suivi d'arrestations massives de dirigeants syndicaux et de saisis de journaux, et de stations de radio et de télévision. Dix autres gouverneurs parmi les vingt-deux états du Brésil rejoignirent la contre-révolution. Des chefs de l'armée qui paraissaient loyaux capitulèrent ou furent arrêtés. Le gouverneur socialiste de Pernambuco, Miguel Arraes, fut arrêté ainsi que d'autres fonctionnaires élus dans tout le pays.

Les dirigeants ouvriers avaient menacé de lancer une grève générale à l'échelle nationale si le complot était effectivement réalisé. Cette menace s'avéra vaine car rien n'avait été préparé pour une telle éventualité. Aussi la plupart des dirigeants ouvriers se trouvèrent derrière les barreaux. Le complot réussit si rapidement et si facilement que même ses auteurs en furent surpris.

Il faut souligner qu'une démarche essentielle, qui fut peut-être décisive pour

le complot, fut faite le 17 mars à Washington quand Thomas C. Mann, secrétaire d'Etat adjoint pour les Affaires inter-américaines et principal conseiller du président Johnson pour la politique en Amérique latine, fit un discours devant une assemblée de « fonctionnaires américains de haut rang servant en Amérique latine ». Le texte de ce discours n'a pas été rendu public, mais sa substance se trouva rapportée dans un article de première page paru dans le New York Times du 20 mars. C'était l'annonce d'un important changement de politique. Dans la nouvelle politique, « les Etats-Unis ne chercheraient désormais plus à punir les juntes militaires qui renverseraient des régimes démocratiques... »

Mann aurait conclu que « les Etats-Unis devraient cesser de chercher à faire des différences entre dictateurs et régimes démocratiques dans la politique extérieure ». Pour souligner ce point, Mann « dit qu'il avait des difficultés à différencier politiquement les présidents Adolfo Lopez Mateos du Mexique, Victor Paz Estensoro de Bolivie et Alfred Stroessner du Paraguay. »

Cette « nouvelle » politique avait pour objectifs « le soutien de la croissance économique dans cette région, la protection de 9 milliards de dollars qui y sont investis, la non intervention dans les affaires politiques intérieures des républiques et l'opposition au communisme. »

Ceci ne constitue pas un changement fondamental de la politique qui a toujours consisté à protéger les investissements des banquiers et monopolistes américains et à soutenir des régimes réactionnaires. Ceci signifie simplement que le Département d'Etat ne serait plus longtemps lié par les subtilités diplomatiques de « l'Alliance pour le progrès » qui exigeaient que la chute d'un régime « démocratique » sous les coups de la caste militaire soit regrettée et que l'on observe une décente période d'interim avant de reconnaître les vainqueurs d'un coup d'Etat, même s'ils avaient reçu l'aide de la Central Intelligence Agency (C.I.A.).

D'une façon plus générale, le discours signifiait que l'impérialisme américain écartait la variante qui aurait cherché à sauver le capitalisme par des concessions considérables du type de celles qui furent établies par Lazaro Cardenas au Mexique

(Suite page 6.)